



COLLECTIF POUR LA DEFENSE DES INTERETS
DES
FONCTIONNAIRES ULTRAMARINS

Association CODIUM – M. LESQUELIN 8 rue des pommiers 95330 DOMONT | www.asso-codium.fr |
association.codium@gmail.com

DOMONT, le 23 Juin 2019

LA REFORME DES CONGES BONIFIES

L'Association CODIUM prend note ce jour des déclarations de Madame Annick GIRARDIN, Ministre de l'Outre-Mer concernant la volonté de réforme des congés bonifiés.

En effet, présente sur le plateau de l'émission « DIMANCHE EN POLITIQUE sur France 3 TV », celle-ci déclarait qu'il n'y aurait aucun décret ou circulaire d'application concernant la volonté de réforme du gouvernement sur les congés bonifiés.

Nous ne pouvons que saluer la volonté du Gouvernement d'ouvrir une consultation et un échange constructif entre les associations notamment le CODIUM, les parlementaires et les syndicats.

Nous n'avons eu de cesse de le réclamer depuis la fuite du compte rendu interministériel fin janvier, puis relayé par les Députés LORION de la Réunion et ADAM de la Guyane dans leur rapport sur les congés bonifiés puisque c'était leur première préconisation :

« 1. Favoriser la concertation préalable à la réforme en entendant les fonctionnaires ultra-marins, leurs représentants professionnels et associatifs, leurs élus et en prenant leurs arguments en considération »

Le 12 Juin 2019, le Président de la République Emmanuel MACRON recevait le Président de la Région de Guadeloupe Ary CHALUS et déclarait que les fonctionnaires ultramarins auraient le choix entre la version actuelle des congés bonifiés ou choisir de partir « moins longtemps, plus souvent ».

L'association CODIUM prend acte de ces deux avancées majeures dans cette volonté du gouvernement de réformer un acquis social historique.

Cependant, nous appelons les milliers de fonctionnaires ultramarins concernés par cette volonté de réforme de ne pas faiblir quant à la mobilisation tant que nous n'aurons pas clairement les modalités définies par le biais des négociations.

L'Association CODIUM, forte de ses propositions veillera à se faire entendre pour la défense de notre statut.